

Enseigner l'histoire et la mémoire. L'exemple de la commémoration du 70^{ème} anniversaire de la Résistance, de la Libération de la France et de la Victoire

L'année 2013 a marqué le début de la commémoration du 70^{ème} anniversaire de la Résistance, de la Libération de la France et de la Victoire sur la barbarie nazie. Ces sujets, présents dans les programmes d'enseignement, du cycle des approfondissements de l'Ecole élémentaire au collège et aux lycées portent la marque d'une triple relation.

Ils sont d'abord au cœur d'une dialectique entre histoire et politique : instructions officielles, programmes d'histoire-géographie-éducation civique, intentionnalité d'une commémoration. Ils composent aussi une relation entre histoire, recherche et enseignement, à partir d'un champ universitaire intense et en plein renouvellement, en France et à l'étranger : ils portent en eux l'exigence d'une transposition maîtrisée de la recherche dans nos enseignements.

Ils révèlent enfin et surtout une relation entre l'histoire, entendue comme la recherche de la vérité, et la mémoire, individuelle et collective, des acteurs de ces événements, entendue comme le respect de la fidélité. Aux pédagogues, revient la tâche d'aller de l'une à l'autre, de les allier sans les confondre et de faire, de la mémoire, un objet d'histoire. Enseigner l'histoire et la mémoire en les distinguant, c'est ce à quoi convie la note de service du ministère de l'Education nationale n°2013-135 du 10 septembre 2013 dont les objectifs ont été définis par l'Inspection générale de l'Education nationale.

Les trois termes du sujets : la Résistance, la Libération, la Victoire peuvent être présentés en trois temps, pour proposer des éléments d'analyse qui conjugueront trois exigences : celles de la vérité, à partir du recul critique par rapport au savoir qui constitue l'essence de la démarche de l'historien ; le cadre des instructions officielles ; le respect des acteurs de ces temps « déraisonnables » dans lequel ils ont vécu et, pour beaucoup, sont morts pour la France, sous l'uniforme et sans uniforme.

C'est par ce mouvement et ces travaux conjugués qu'apparaîtront les dimensions plurielles des termes mêmes de cette commémoration : la Résistance et les résistances, la Libération et les libérations, la Victoire et ses lendemains, dont l'objet est de mettre en valeur, dans les classes et par la pédagogie, le sens de cette remise en mémoire et en histoire par notre enseignement, de l'exigence de l'Unité nationale : dans la Résistance, par la Libération, pour la Victoire.

Enseigner la Résistance et les résistances

Les années 1943-1944 sont celles d'un triple tournant.

C'est le tournant de l'organisation, des mouvements et des réseaux de la Résistance intérieure¹.

¹ François Marcot (dir.) *Dictionnaire historique de la Résistance* Paris, Robert Laffont collection « Bouquins », 2006

Il permet d'étudier les composantes de la Résistance en France, sans toujours les opposer mais en insistant sur la pluralité des espaces, des sociologies et des systèmes d'organisation, avec en « point d'orgue » la première réunion du Conseil national de la Résistance (CNR) du 27 mai 1943 et la figure de Jean Moulin².

C'est le tournant de la reconnaissance de la France libre³, de la France combattante (à partir de juillet 1942) et de la Résistance extérieure, avec la création du Comité français de libération nationale (CFLN) à Alger, le 3 juin 1943 puis, un an plus tard, du Gouvernement provisoire de la République française (GPRF). Il permet de mettre en valeur la question des relations entre les forces et les pouvoirs qui les composent, à partir de la problématique du contrôle politique et militaire de la Résistance et en contre-point de la création du CNR, dans l'étude de la pluralité des situations (Paris, la province, les zones Nord et Sud).

C'est le tournant de 1944 qui permet d'analyser la relation entre les résistances et « l'insurrection nationale », selon les termes employés par le général De Gaulle. De poser la question de l'unité des résistances intérieure et extérieure, au moment de la Libération, dans une forme de singularité du contexte historique français et dans le cadre du développement général des mouvements de résistance, ailleurs dans l'Europe occupée. D'interroger la question des résistants et des maquis, de la Libération et de leurs combats (le Vercors et les Glières, le Mont Mouchet, Saint Marcel ...).

La question de l'unité de la Résistance et des résistances, au moment de la Libération, est posée dans ce contexte.

Enseigner la Libération et les libérations

Le cadre doit être rappelé : la toile de fond du quotidien des Français de métropole, c'est-à-dire le ravitaillement, les bombardements, le couple oppression/répression, en différenciant là-aussi les temps et les espaces.

Trois questions se posent, pour l'essentiel.

Une lecture politique et militaire permet d'interroger la place et le rôle des autorités françaises libres dans ce « moment » politique singulier de la Libération : c'est la question des relations interalliées, en particulier avec les Etats-Unis d'Amérique, dans le domaine de l'exercice de la souveraineté politique et c'est la question, liée à la précédente, de la place et du rôle des armées françaises dans la Libération. La comparaison des situations historiques est éclairante, avec les exemples de la France dont l'administration mise en place dès la Libération est française, et l'Italie soumise à l'AMGOT⁴.

Une lecture historique des libérations à la fois militaires et nationales mettra en évidence des espaces géographiques différents (Paris et Strasbourg ; la 2^{ème} DB et la 1^{ère} Armée ; les opérations, de la Provence au Rhin et au Danube, les fronts oubliés comme l'Indochine ...).

² Olivier Wieviorka *Histoire de la Résistance 1940-1945* Paris, Perrin 2013 et Christine Lévisse-Touzé et Dominique Veillon *Jean Moulin Artiste, préfet, résistant* Paris, Tallandier 2013

³ Jean-François Muracciole *Les Français libres. L'autre résistance* Paris, Tallandier 2009

⁴ *Allied Military Administration for Occupied Territories* ou Administration militaire des territoires occupés, organisation décidée par les Alliés pour administrer directement, au fur et à mesure de leur libération, les pays jusque-là soumis à l'autorité allemande.

Avec une toile de fond qui portera sur les deux débarquements et leurs contrastes, et sur l'hiver 1944-1945 qui voit la fin de la libération du territoire mais aussi les mois les plus meurtriers de la guerre⁵.

Une lecture politique et diplomatique de la Libération permet d'interroger le rang et la puissance de la France de 1944-1945, de questionner ses bases politiques, sociales, culturelles, de mettre l'accent sur la participation présente et future de la France, aux plans politique, diplomatique et militaire, dans le concert des nations et dans le contexte des oppositions croissantes de celles-ci.

Enseigner la Victoire et ses lendemains

On mettra l'accent sur une triple victoire des Français et de la France : sur l'Allemagne nazie, sur le régime de Vichy, sur eux-mêmes.

Un retour sur les « deux étés » de 1940 et de 1944 est ainsi éclairant, de Pétain à De Gaulle. Le contexte des six premiers mois de l'année 1944 est celui d'une forme de guerre entre Français, d'un Etat milicien à la solde de l'Allemagne, avec des violences, des séquences, des silences. Une mise en perspective historique permet d'interroger la thèse d'une « guerre civile », en France, au temps fort de l'été 1944⁶.

La Victoire sur l'Allemagne, complète le 8 mai 1945, dépasse le cadre chronologique de la Libération du territoire et interroge le thème de l'Unité nationale et des forces politiques, sociales et militaires dans le moment de la Victoire. La France libérée réussit une forme d'unité, sinon d'unanimité qui singularise la situation historique de notre pays au milieu des guerres civiles ailleurs, en cours ou à venir (Yougoslavie, Italie, Grèce ...)⁷.

Le retour des prisonniers et des déportés apporte, à ce tableau, une couleur tragique.

L'année 1945 est aussi celle des premières et décisives mesures du Gouvernement provisoire destinées à faire entrer dans les faits le programme du CNR et des forces issues de la Résistance. La France de 1945, en partie détruite et en partie divisée, voit-elle la naissance d'une *France nouvelle* ? Quelle est la place des résistants et des autres dans la France de la Libération ?

Une attention particulière pourra être portée au versant éducatif du programme du comité général d'études (CGE) du CNR, adossé aux réformes du Front populaire, renforcé par les travaux clandestins de la Résistance, et porté par la politique scolaire à la Libération, avec comme trait d'union, de 1936 à 1944, de la figure d'homme d'Etat, de combattant, de visionnaire de Jean Zay⁸ et, dans l'ordre pédagogique et administratif, de celui qui fut un de ses plus proches collaborateurs et qui poursuivit ses réflexions et continua son œuvre, pendant l'occupation, à la Libération, jusqu'aux années cinquante, l'Inspecteur général Gustave Monod⁹.

⁵ Tristan Lecoq « Refaire l'Armée française. L'outil militaire, l'instrument politique, le contrôle opérationnel » in *Espoir* Revue de la Fondation Charles de Gaulle numéro 177, septembre 2014

⁶ Jean-Pierre Azéma et Olivier Wieviorka *Vichy 1940-1944* Paris, Perrin 2000

⁷ Maurice Vaïsse e. a. *8 mai 1945. La victoire en Europe* Bruxelles, éditions Complexe 1985

⁸ Olivier Loubes *Jean Zay L'inconnu de la République* Paris, Armand Colin 2012

⁹ Tristan Lecoq et Annick Léderlé *Gustave Monod Une certaine idée de l'Ecole Sèvres*, CIEP 2009

Une question finale, en guise de conclusion, pourrait porter sur l'articulation, analysée au plan historique, des mémoires emboîtées, croisées, ignorées de la France libre, de la France des libérations, et de la France des résistances¹⁰.

La Résistance, la Libération et la Victoire des Alliés sur l'Allemagne nazie sont très présents dans les programmes de l'enseignement primaire et secondaire et seront enseignés à partir de ces éléments d'analyse.

Au cours du « cycle des approfondissements » de l'école élémentaire est étudiée la Seconde guerre mondiale et les repères indispensables, « ... jalons de l'histoire nationale et base d'une culture commune » précisent : le 18 juin 1940 : appel du général de Gaulle ; Jean Moulin ; 8 mai 1945 : fin de la Seconde Guerre mondiale en Europe ; 1945 : droit de vote des femmes en France¹¹.

Au collège, la Seconde guerre mondiale est étudiée en classe de troisième (chapitre I, thème 3), et la vie politique dans la France contemporaine comprend une analyse de l'« effondrement et [de la] refondation républicaine (1940 à 1946) » (chapitre III, thème 2).

En classe de première du lycée professionnel est enseignée la période qui va « De l'Etat français à la IVème république (1940-1946) », couvrant ainsi les thématiques de la Résistance, de la Libération et de la Victoire dans l'ensemble de leurs dimensions, y compris militaires.

Au lycée d'enseignement général et technologique, la Seconde guerre mondiale est étudiée en classe de première (toutes filières et séries) et « Les combats de la Résistance (contre l'occupant nazi et le régime de Vichy) et la refondation républicaine » font l'objet d'un enseignement approfondi. En classe de terminale des séries générales sont étudiés les thèmes « L'historien et les mémoires de la Seconde guerre mondiale en France » et « Gouverner la France depuis 1946 ».

Dans les sections internationales des lycées qui préparent à l'option internationale du baccalauréat (OIB) à partir de programmes adaptés, en fonction des langues enseignées et des sections d'appartenance, ainsi que dans les classes préparant aux doubles diplômes (AbiBac, BachiBac, EsaBac) sont enseignées les thématiques relatives aux sujets de la Résistance, de la Libération et de la Victoire, dans un cadre et un contexte à la fois français et international.

Plusieurs exemples parmi d'autres, illustreront cette démarche à la fois didactique et pédagogique, à partir de l'étude de la refondation républicaine et des idéaux de la Résistance et la Libération et de la France nouvelle qui naît en 1945.

Ces sujets constituent une étude spécifique en classe de troisième, dans le chapitre consacré à « l'étude de la « vie politique et de la société en France », au thème 2 déjà évoqué « Effondrement et refondation républicaine 1940-1946 ».

Le thème de la refondation républicaine est également présent en classe de CAP, lorsque les élèves étudient « La République en France ».

¹⁰ Laurent Douzou *La résistance française. Une histoire périlleuse* Paris, Seuil 2005

¹¹ BOEN spécial n°3 du 19 juin 2008

La refondation républicaine, dans et par la Résistance, la diversité des situations et des systèmes de résistance (à l'extérieur et à l'intérieur, civile et militaire, entre les « mouvements » et les « organisations »), la Libération et les libérations, en termes de retour au combat, sous l'uniforme et sans uniforme, de résurgence démocratique et républicaine, de retour à la légalité républicaine - l'ordonnance du 9 août 1944 - et de mise en place de l'Etat providence à partir du programme du CNR, peuvent ainsi et en premier lieu faire l'objet d'utiles développements.

Il en est de même de l'étude qui porte, en classe de première, sur « Des idéaux de la Résistance à la refondation républicaine après la Libération (1944-1946) », dont la démarche problématique peut, en l'approfondissant, centrer l'attention des élèves sur la postérité politique, militaire, économique, sociale et culturelle de la Libération. « De Gaulle, une vie d'engagements » des classes de première de certaines séries technologiques s'inscrit dans ce cadre, comme l'étude des « Moments et actes fondateurs » de la République (1880-1945) » ou de « Combattre pour la République : Jean Moulin », dans d'autres sections.

En classe de terminale des séries ES et L, le thème « Gouverner la France depuis 1946 » peut, en introduction, prendre comme point de départ la Résistance, ses composantes et son programme, la Libération et ses conséquences, la Victoire et ses lendemains en une féconde interrogation sur les fondements politiques auxquels sont adossées les années de l'immédiat après-guerre.

En classe de terminale des séries générales, le thème « Les Etats-Unis et le monde depuis 1918 (ou 1945, pour les séries S) » permet en troisième lieu d'évoquer, comme point de situation ou comme point de départ d'une réflexion sur les relations transatlantiques, les rapports entre les Etats-Unis et la France de la Résistance, de la Libération et de la Victoire en 1944-1945. Il en est de même pour les classes de terminale des séries professionnelles, si les bornes chronologiques diffèrent quelque peu : 1917-1989¹².

L'ensemble de ces travaux distingue l'histoire, la mémoire et leurs représentations. On insistera en particulier sur l'étude de la mémoire, des mémoires et de leurs successions quelquefois conflictuelles et sans rapport avec la vérité historique, comme objet d'histoire. L'étude des programmes scolaires, des manuels et des contextes académiques, didactiques et pédagogiques de l'enseignement de ces questions est éclairant¹³.

Il en est ainsi de la relation, intéressante pour l'historien, de la mémoire et de l'histoire dans le contexte de ces commémorations qui sont, elles aussi, objet d'histoire, y compris immédiate et peuvent ainsi devenir objet d'enseignement dans nos classes.

Celles du 6 juin 1944 en fournit un exemple en trois temps : 1994, 2004, 2014. A partir d'une situation assez simple en apparence : une opération américano-britannique en Normandie, De Gaulle en dehors du coup, une administration alliée pour la France ... libérée. Dans ces matières comme dans d'autres, c'est le contexte qui fait la commémoration.

¹² Les programmes et les documents d'accompagnement du collège et des séries générale, technologique et professionnelle des lycées sont consultables sur le site eduscol.education.fr

¹³ Jean-Baptiste Pattier *Vérités officielles. Comment s'écrit l'histoire de la Seconde guerre mondiale* Paris, Vendémiaire 2012

1994, c'est le cinquantième anniversaire du débarquement.

C'est bien le contexte qui donne du sens à la commémoration. Cinq ans après la chute du mur de Berlin et la fin de la Guerre froide, quatre ans après la réunification allemande, l'année du *Livre blanc sur la défense* et du départ des troupes alliées de Berlin, elle prend une tonalité à la fois militaire, interalliée et franco-allemande. L'Alliance atlantique a gagné la Guerre froide, les Alliés ont libéré la France, les Allemands réunis et les Français unis se sont réconciliés, y compris devant l'histoire.

La commémoration de la Libération de la France l'emporte sur les différends entre Alliés, les victimes, les destructions et s'écrit comme en une acception libératrice et militaire de l'histoire.

En 2004, l'arrière-plan n'est plus le même. La guerre qui fait rage en Irak, un an après le discours de Dominique de Villepin au Conseil de sécurité de l'ONU, les incertitudes européennes, à la fois institutionnelles, politiques et électorales, marquées par les distances franco-allemandes et le centenaire de l'Entente cordiale, la présence de l'Afrique en Normandie ne facilitent guère une lecture de la commémoration du soixantième anniversaire du débarquement.

Au milieu des doutes de tous ordres, elle prend dès lors une tonalité « victimaire », dans laquelle les destructions l'emportent quelquefois sur les libérations. La Normandie redécouvre et exprime l'ampleur de ses deuils. Les non-dits de la Libération s'écrivent. Les Alliés s'interrogent sur leur Alliance.

Le soixante-dixième anniversaire du débarquement prend une couleur toute autre. Si la portée politique de la commémoration est évidente, dans la quête difficile d'une unité nationale mise à mal, c'est d'abord un anniversaire d'initiative locale, en autant de commémorations qu'il y eut de libérations, en Normandie comme ailleurs, avec l'accent mis, dans ce dernier cas, sur les 20000 victimes civiles du débarquement et de ses suites.

C'est aussi un anniversaire de témoignages, pour la dernière fois, des acteurs de cette geste militaire. Ce sont les regards croisés des Français et des autres sur notre propre histoire, auxquels il faudra bien que nous consentions quelque jour plus fortement.

C'est enfin une commémoration marquée par le contexte des tensions entre Occidentaux et Russes à propos de l'Ukraine, et la Crimée qui s'invite en Normandie, avec une forme de retour de la diplomatie française, dans un cadre européen, au service de la paix sur le continent. Pour intéressante qu'elle soit, cette irruption d'un contexte international dans son actualité ne masque que temporairement la transition d'une célébration d'une mémoire glorieuse d'un pays acteur de la Libération et donc de la sienne qui cède la place, avec le temps, à celle d'un pays libéré par les Anglo-américains.

Là où les mémoires s'estompent, vient le temps des historiens.

Tristan Lecoq
Inspecteur général de l'Éducation nationale
Professeur des universités associé (histoire contemporaine)
à l'Université de Paris Sorbonne